LA VIABILITÉ FINANCIÈRE EN ACTION

NOVEMBRE 2026



Réseau canadien de l'eau
Susciter l'intérêt.
Inspirer l'action.

Collaboration régionale et financement groupé

À PROPOS DE L'AUTEURE

Nancy Goucher
Gestionnaire, Consortium sur les eaux municipales
Réseau canadien de l'eau (RCE)

REMERCIEMENTS

L'auteure tient à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail.

Cette étude de cas a pu voir le jour grâce au financement et au soutien de Logement, Infrastructures et Collectivités Canada.

FINANCÉ PAR

Logement, Infrastructures et Collectivités Canada
Housing, Infrastructure and Communities Canada

Canada



Le défi : le financement des infrastructures d'eau

Les infrastructures municipales d'approvisionnement en eau sont essentielles à la santé publique, au développement économique et à la croissance du parc immobilier. Pourtant, de nombreux réseaux à travers le pays ont atteint un âge qui nécessite des rénovations majeures. À l'échelle nationale, plus de 10 % des infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales ont été jugées en mauvais ou très mauvais état en 2022. Leur valeur de remplacement est estimée à 107 milliards de dollars[1]. Ces défaillances exposent les collectivités à des risques de rupture de service et limitent leur capacité à soutenir le développement.

Il est difficile pour de nombreuses municipalités d'obtenir du financement pour ces rénovations majeures. Les petites collectivités ou celles situées en milieu rural sont soumises à des limites d'emprunt strictes imposées par les gouvernements provinciaux, souvent liées à leur capacité financière et aux valeurs foncières. Elles dépendent également fortement des programmes de subventions, qui peuvent varier d'une année à l'autre. Ces contraintes peuvent retarder les investissements nécessaires et contribuer à des déficits d'infrastructures qui entravent la disponibilité locale de logements ainsi que la résilience climatique et économique. Ensemble, ces contraintes retardent les investissements nécessaires et contribuent à des déficits d'infrastructures qui limitent l'offre de logements et affaiblissent la résilience climatique et économique.

Le contexte : la collaboration régionale au service du financement

La collaboration régionale offre un moyen de surmonter certains de ces obstacles. Travailler ensemble permet aux municipalités d'accéder à des financements allant au-delà des subventions traditionnelles, d'aligner les calendriers de remboursement sur la croissance et de renforcer la responsabilité grâce à une gouvernance partagée et à une évaluation indépendante des risques. Plus important encore, la collaboration peut permettre des investissements dans les infrastructures que les municipalités, agissant seules, jugeraient inabordables, garantissant ainsi des services d'eau sûrs, efficaces et rentables qui répondent à la fois aux besoins actuels et à la croissance future.

Le financement de l'Initiative d' infrastructures pour le logement (IIL) de la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) vient renforcer cette boîte à outils financière. Il offre un accès à des capitaux à faible coût, combinés à des investissements privés à des taux compétitifs. Son taux d'intérêt mixte est conçu pour égaler, voire améliorer, ce que peuvent obtenir même les emprunteurs municipaux les plus solides. Comme les remboursements sont liés au rythme de développement, l'IIL réduit la pression à court terme sur les contribuables et aligne les risques sur ceux des investisseurs. Ce dispositif permet aux municipalités de construire des infrastructures habilitantes en anticipant la croissance plutôt que d'attendre le recouvrement intégral des coûts dès le départ[2].

Cependant, les petites municipalités peuvent ne pas être éligibles à ce type de financement à titre individuel, car la valeur minimale des projets est fixée à 50 millions de dollars. Pour pallier cela, les municipalités peuvent accéder au fonds en se regroupant au sein d'une initiative régionale. Le regroupement des portefeuilles peut faciliter l'accès aux capitaux, réduire les coûts d'emprunt et offrir des délais de remboursement plus longs, alignés sur les recettes liées à la croissance. Cela crée des opportunités pour moderniser les réseaux d'eau essentiels de manière financièrement viable.

Étude de cas : collaboration intermunicipale dans les zones rurales du Manitoba

L'expérience de Brandon et de plusieurs collectivités voisines du Manitoba montre comment la collaboration peut rendre financièrement réalisables des projets qui, sans cela, seraient d'un coût prohibitif. Brandon avait besoin d'une modernisation majeure de son réseau de traitement de l'eau potable pour se conformer aux exigences réglementaires et permettre la construction de nouveaux logements. Avec une population d'environ 47 000 habitants et des plafonds d'emprunt liés à son assiette fiscale, Brandon ne pouvait pas, à elle seule, atteindre les seuils d'emprunt minimaux requis pour bénéficier de l'IIL de la BIC[3].

À propos de Brandon, au Manitoba

La ville de Brandon, située dans le sud-ouest du Manitoba, exploite un service public d'eau détenu et géré par la municipalité qui fournit des services d'eau potable, d'eaux usées et de gestion des eaux pluviales à une population urbaine en pleine croissance. Le service puise son alimentation en eau brute dans la rivière Assiniboine et la traite dans la station de traitement de l'eau de Brandon, en service depuis longtemps. Cette installation dessert la communauté depuis 1893 et continue de faire l'objet d'importants travaux de modernisation afin de respecter les normes réglementaires et de répondre à la demande future.

Le réseau d'eau de Brandon est conçu pour soutenir une croissance résidentielle, commerciale et industrielle importante. Il fournit actuellement de l'eau potable à l'équivalent de plus de 47 000 foyers. La station de traitement d'eau dispose d'une capacité nominale combinée de 54 millions de litres par jour, ce qui permet au service de répondre aux besoins en eau actuels et prévus.

La ville assure également l'entretien et l'exploitation d'un réseau d'eaux usées en pleine expansion, qui comprend deux stations d'épuration, cinq stations de relevage et environ 14 700 raccordements individuels au réseau d'eau[4].



Parallèlement, six municipalités rurales voisines étaient confrontées à des contraintes de capacité en matière de traitement des eaux usées. Elles ont formé la coopérative de traitement des eaux usées Red Seine Rat (RSR) afin de construire un réseau régional moderne de traitement des eaux usées destiné à remplacer les bassins de décantation vieillissants, à protéger le lac Winnipeg et à s'adapter à la croissance rapide des secteurs résidentiel et industriel. Ce nouveau réseau desservirait les habitants actuels, garantirait la conformité réglementaire et permettrait d'importants nouveaux aménagements résidentiels[3].

Lorsque la BIC a évalué les deux projets conjointement, leur valeur combinée a atteint le seuil minimal de financement fixé par la Banque. Cette approche groupée a permis de débloquer un financement auquel ni Brandon ni la coopérative n'auraient pu accéder individuellement. Les collectivités ont obtenu un financement à long terme avantageux, avec des conditions de remboursement liées aux recettes découlant de la croissance, telles que l'aménagement de terrains viabilisés. Des coopératives de crédit locales ont également participé, ce qui a renforcé la confiance locale et soutenu un développement économique régional plus large[5].

Les avantages de ce partenariat ont été notables. Les municipalités ont ainsi bénéficié de la sécurité financière dont elles avaient besoin pour planifier leur développement résidentiel, commercial et industriel. Le projet a permis de réduire les rejets de nutriments dans le lac Winnipeg, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs environnementaux. Des évaluations indépendantes des risques et une gouvernance collaborative ont aidé les conseils municipaux et les habitants à faire confiance au processus, et cette collaboration a permis de développer des infrastructures favorisant la construction de logements, ce qui n'aurait pas été possible si chaque municipalité avait agi seule[6].

Ce projet illustre également l'application concrète du modèle IIL. En indexant les remboursements sur la croissance, la BIC a transféré le risque lié aux recettes des municipalités vers les investisseurs. Si la croissance s'avérait plus lente que prévu, la municipalité ne serait pas confrontée à des difficultés financières immédiates. Cette caractéristique a permis à Brandon et à ses partenaires de la coopérative de construire des infrastructures en anticipant la demande et d'éviter les retards qui auraient limité le développement immobilier et les opportunités économiques[2].

Résultats du projet

Grâce au soutien de la BIC, le partenariat régional du Manitoba a obtenu jusqu'à 140 millions de dollars de financement pour des projets liés à l'eau potable et aux eaux usées. Un soutien supplémentaire du gouvernement du Manitoba (plus de 71 millions de dollars de financement) et de Logement, Infrastructures et Collectivités Canada a renforcé ces projets. Cette approche a

également démontré comment la coordination entre les municipalités et un gouvernement provincial peut amplifier l'impact de la collaboration.

Ce financement soutient la modernisation de la station de traitement des eaux de Brandon et la mise en place du nouveau réseau régional d'eaux usées pour les partenaires du RSR. Ensemble, ces partenaires sont en mesure de permettre la création de près de 78 000 nouveaux logements. L'augmentation de la capacité renforce la conformité réglementaire, réduit les impacts environnementaux et soutient la croissance industrielle dans toute la région. Cette approche aide les petites municipalités rurales à accéder à des opportunités plus courantes dans les grands centres urbains.

La collaboration peut ouvrir des voies financières et opérationnelles auxquelles les municipalités ne peuvent accéder seules. Travailler ensemble améliore l'éligibilité aux financements institutionnels, répartit les risques, favorise la protection de l'environnement et accélère le développement du logement.

L'IIL a aidé les partenaires à construire plus rapidement tout en préservant l'accessibilité financière à long terme, démontrant ainsi comment un financement innovant peut soutenir la collaboration régionale. Cela allège la pression immédiate sur les tarifs de l'eau et des eaux usées, préserve la capacité d'emprunt des municipalités et aligne les investissements en infrastructures sur le développement futur.

Points clés à retenir

- **Tirer parti de la collaboration régionale pour débloquer du financement important.** Coordonner les efforts entre les municipalités afin d'accéder à des investissements provinciaux et de la BIC à grande échelle. Cette approche a permis de mobiliser plus de 211 millions de dollars pour faire avancer des travaux essentiels de modernisation des réseaux d'eau et des eaux usées.
- **Investir dans les infrastructures pour favoriser la croissance et la protection de l'environnement.** Orienter le financement vers une eau plus propre, un traitement amélioré des eaux usées et la capacité nécessaire pour accueillir de nouveaux logements.
- **Aligner tous les niveaux de gouvernement pour renforcer les résultats.** Tirer parti du soutien coordonné des gouvernements provincial et fédéral pour amplifier les efforts municipaux et démontrer comment l'alignement intergouvernemental accélère la réussite des projets.
- **Augmenter la capacité de traitement pour renforcer la compétitivité rurale.** Accroître la capacité des réseaux afin que les petites municipalités puissent attirer des entreprises, respecter les normes réglementaires et rivaliser plus efficacement avec les grands centres urbains.
- **Miser sur la collaboration pour créer des voies de financement plus solides.** Travailler ensemble pour accéder au financement institutionnel, répartir les risques et soutenir la protection de l'environnement afin de saisir des opportunités qui sont souvent inaccessibles aux municipalités agissant de manière indépendante.
- **Mettre en œuvre l'Initiative d'infrastructures pour le logement (IIL) de la BIC pour favoriser l'accessibilité au logement.** Utiliser les outils de l'IIL qui lient le remboursement à la croissance, offrent des conditions de financement avantageuses et permettent aux filiales municipales de renforcer l'accessibilité financière à long terme.
- **Combiner des sources de financement innovantes avec la coopération régionale pour des solutions durables.** Associer des modèles de financement avancés à une planification collaborative afin de transformer les défis liés à la fragmentation des infrastructures en résultats partagés, durables et à long terme.

Références

1. Conseil canadien des infrastructures. (2025). État des systèmes d'eau propre et d'assainissement au Canada. https://conseilcanadiendesinfrastructures.ca/etat-des-systemes-d-eau-propre-et-d-assainissement-au-canada

2. Fenn, M. (2024). Un coup de pouce : Comment construire les infrastructures nécessaires au développement du logement. https://canurb.org/wp-content/uploads/Un-coup-de-boost.pdf

3. Banque de l'infrastructure du Canada (BIC). (26 mars 2024). La BIC s'engage à investir 140 M$ dans de nouvelles infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées au Manitoba. https://cib-bic.ca/fr/medias/articles/la-bic-sengage-a-investir-140-m-dans-de-nouvelles-infrastructures-d-approvisionnement-en-eau-et-de-traitement-des-eaux-usees-au-manitoba/

4. City of Brandon. (n.d.). Wastewater treatment. https://www.brandon.ca/home-property-environment/water-and-wastewater/wastewater/wastewater-treatment

5. Fédération canadienne des municipalités (FCM). (22 octobre 2025). Financer les infrastructures d'eau pour soutenir la croissance [Enregistrement d'un webinaire]. https://fcm.ca/fr/evenements-et-formations/collectif-serie-webinaires/financer-infrastructures-eausoutenir-croissance

6. Province du Manitoba. (26 mars 2024). La BIC s'engage à investir 140 M$ dans de nouvelles infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées au Manitoba. https://news.gov.mb.ca/news/index.fr.html?item=62683&posted=2024-03-26

Pour aller plus loin

1. Fédération canadienne des municipalités (FCM). (22 octobre 2025). Financer les infrastructures d'eau pour soutenir la croissance [Enregistrement d'un webinaire]. https://fcm.ca/fr/evenements-et-formations/collectif-serie-webinaires/financer-infrastructures-eausoutenir-croissance

2. Banque de l'infrastructure du Canada (BIC). (26 mars 2024). La BIC s'engage à investir 140 M$ dans de nouvelles infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées au Manitoba. https://cib-bic.ca/fr/medias/articles/la-bic-sengage-a-investir-140-m-dans-de-nouvelles-infrastructures-d-approvisionnement-en-eau-et-de-traitement-des-eaux-usees-au-manitoba/